

Manifeste de la Gauche POPULAIRE



Laurent Baumel • Philippe Doucet • François Kalfon
et Sylviane Alaux • Christian Assaf • Avi Assouly • Jean-
Pierre Blazy • Isabelle Bruneau • François de Rugy •
Jean-Louis Destans • Hervé Féron • Serge Janquin
• Laurent Kalinowski • François-Michel Lambert •
Christophe Léonard • Michel Lesage • Jean-Philippe
Mallé • François Patriat • Patrice Prat • Suzanne Tallard •
Stephane Travert • Fabrice Verdier • Jean-Michel Villaumé

Manifeste
de
la Gauche
POPULAIRE

*« Je n'ai jamais séparé
la République des idées
de justice sociale, sans
laquelle elle n'est qu'un
mot. »*

Jean Jaurès

*« Toute société qui prétend
assurer aux hommes la
liberté, doit commencer
par leur garantir
l'existence. »*

Léon Blum

Sommaire

Pourquoi la Gauche populaire ?.....	13
Défendre les couches populaires : la vocation identitaire et historique de la gauche	16
La prise en compte des attentes des catégories populaires : un enjeu stratégique majeur	19
Nos combats.....	23
Mettre le volontarisme économique et la lutte contre les inégalités sociales au cœur de la politique de la gauche	25
<i>Pour lutter contre l'exclusion :</i>	
<i>favoriser l'insertion par l'emploi</i>	<i>25</i>
<i>Défendre les salariés de France dans la mondialisation.....</i>	<i>29</i>
<i>Rendre du pouvoir d'achat aux couches populaires.....</i>	<i>36</i>
<i>Renforcer les services publics et rétablir l'égalité des chances</i>	<i>43</i>
Pour une société plus juste fondée sur des valeurs partagées.....	52
<i>Redonner du sens à nos valeurs communes</i>	<i>52</i>
<i>Assurer la sécurité, condition fondamentale d'exercice de la liberté de chacun, sur tout le territoire de la République.....</i>	<i>54</i>
<i>Réinventer une laïcité ferme et inscrite dans le réel..</i>	<i>56</i>
Conclusion: Agir en politique.....	61

Manifeste de la Gauche Populaire

Au cours des trois dernières décennies, notre économie comme notre société ont connu des mutations majeures qui bousculent les grilles de lecture et les réponses politiques héritées du passé. Les nouveaux défis écologiques, liés à l'épuisement programmé des ressources fossiles et à la dégradation accélérée de la biosphère, posent notamment des problèmes radicalement nouveaux qui remettent en cause les logiques antérieures de production et de consommation. Favorisée par les mutations technologiques qui ont aboli les distances d'autrefois, la mondialisation des marchés de capitaux, de biens et de services est également au cœur de cette grande transformation. La « déterritorialisation » et la « financiarisation » de l'économie, la possibilité de délocaliser aisément des pans importants de la production vers les pays à bas salaires pour satisfaire une recherche effrénée de

rentabilité, ont replacé le capitalisme financier en position de domination et les « forces productives », entrepreneurs authentiques, travailleurs qualifiés du monde occidental, en situation de faiblesse ou de sujétion. Le « modèle » européen, qui paraissait offrir aux yeux du monde un compromis vertueux entre marché et protection sociale, est fragilisé par la concurrence économique de zones géographiques moins avancées socialement et par l'offensive idéologique néo-libérale qui depuis les années 1980 accompagne ces mutations. Loin d'être devenu ce contrepoids indispensable et attendu à la mondialisation libérale, la politique de l'Union Européenne en aggrave parfois les effets à travers sa traque obsessionnelle des entraves à « la concurrence libre et non faussée », et son refus de maîtriser comme la Chine ou les Etats Unis, de manière pragmatique, l'ouverture de ses marchés.

Combinée aux gains de productivité, ces évolutions ont plongé nombre de territoires industriels français et européens dans la problématique douloureuse de la reconversion économique, seulement atténuée par le maintien d'emplois publics eux-mêmes remis en question¹. Handicapé par les faiblesses de sa spécialisation ou le manque d'organisation de ses écosystèmes locaux, notre pays a

1. Laurent Davezies, *La crise qui vient, la nouvelle fracture territoriale*, Seuil, La République des idées, 2012.

particulièrement souffert de cette nouvelle donne économique : la part de notre PIB industriel est désormais la plus faible de la zone euro² et le chômage de masse s'est installé à un niveau structurellement élevé. Mais cette nouvelle donne économique a aussi produit une fragmentation sociologique au sein des catégories populaires et moyennes entre « exclus » et « inclus ». Tandis qu'une partie de ces catégories se débat aujourd'hui dans la recherche impossible ou difficile d'un contrat de travail, l'autre fraction, plus intégrée au système économique, peine de son côté à tirer les fruits de son travail et s'inquiète de l'avenir de ses enfants. Déjà délégitimé par le discours libéral, notre Etat social est aussi, de plus en plus, mis en cause par ces couches populaires et moyennes intégrées qui ne se vivent pas comme des privilégiés ou des « gagnants » de la mondialisation mais qui ont pourtant le sentiment de payer pour les autres et qui se laissent de plus en plus gagner par la tentation de l'abstention ou d'un vote protestataire pour le Front National. Cette évolution est renforcée par la transposition de la logique

2. Selon une étude publiée par le Centre d'observation économique et de Recherche pour l'Expansion de l'économie et le Développement des Entreprises en mars 2012, la France est désormais le pays de la zone euro dont la part de la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB est la plus faible (9,3 % en 2010). À titre de comparaison, le poids de l'industrie atteint 12,1 % en Espagne et 11,8 % au Portugal, 13,1 % en Belgique et 11,9 % aux Pays-Bas. Quant à l'Allemagne, elle fait la course en tête, avec une industrie qui représente 18,7 % de son PIB.

Manifeste de la Gauche Populaire

concurrentielle dans la sphère personnelle. Un nouvel âge de l'individualisme fondé sur la valorisation de l'autonomie, de la singularité, de l'accomplissement individuel s'est installé dans la sphère des valeurs et des représentations. Cette atomisation de la société conduit parfois les individus à rechercher des identités de substitutions, religieuses ou communautaires, contribuant ainsi à fragiliser notre modèle républicain.

Confrontée à cette nouvelle donne globale, la gauche de ce début de XXI^e siècle doit procéder à une rénovation profonde de ses analyses, de ses objectifs et de ses politiques. A l'heure où elle amorce, en France, un retour aux responsabilités que l'on espère durable, il lui faut notamment prendre pleinement la mesure de cette nouvelle question sociale à laquelle elle doit répondre.

Pourquoi la Gauche Populaire ?

Nous sommes animés par une conviction essentielle : la défense des couches populaires et moyennes, la prise en charge de leurs intérêts et de leurs attentes, est à la fois la vocation identitaire et historique de la gauche et la condition stratégique de sa réussite.

La gauche revenue aux responsabilités en ces temps de crise doit évidemment faire de la lutte contre les fléaux du chômage et de l'exclusion sa priorité principale. Elle doit aussi être attentive à la situation et au vécu du corps central de la société française, composé à la fois des salariés précaires qui se débattent dans l'univers des CDD, de l'intérim et des petits boulots et de ces millions d'ouvriers, d'employés, de techniciens et de ces « petits-moyens »³, habitant notamment des petites villes et des zones pavillonnaires périurbaines et rurales, encore titulaires d'un CDI, mais qui n'en vivent pas moins la stagnation salariale, la vie chère et l'ab-

3. Voir l'ouvrage de Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclat et Yasmine Siblot, *La France des « petits-moyens »*. Enquête sur la banlieue pavillonnaire, La Découverte, 2008.

sence de perspectives pour leurs enfants. La mission de la gauche, pour nous, reste de bâtir cette « nouvelle alliance entre exclus, classes populaires et classes moyennes » dont avait parlé Lionel Jospin en 1999⁴.

Défendre les couches populaires : la vocation identitaire et historique de la gauche

Forte des leçons héritées du siècle dernier, la gauche à laquelle nous appartenons est clairement réformiste. Nous assumons un rapport apaisé à l'économie de marché. Nous considérons que les dérives actuelles du capitalisme, pour insupportables qu'elles soient, ne remettent pas à l'ordre du jour l'abolition de la propriété privée. Nous privilégions le changement réel au confort idéologique et récusons le tropisme gauchiste qui considère toujours que « gouverner c'est trahir » et voit dans chaque compromis une compromission. Nous acceptons au contraire de prendre en compte les réalités économiques et financières qui s'imposent à ceux qui gouvernent. Nous comprenons et soutenons par exemple, en ce début de mandat, les efforts entrepris par le gouvernement de gauche pour réduire les déficits et restaurer la compétitivité des entreprises.

4. Discours de Lionel Jospin à l'université d'été du Parti socialiste à La Rochelle en 1999.

Mais l'acceptation de l'économie de marché capitaliste n'implique pas le renoncement à la réguler. La gauche de ce début de XXI^e siècle peut devenir réformiste et sociale-démocrate sans tomber dans une dérive gestionnaire qui lui ferait confondre l'adaptation au réel avec le renoncement à toute ambition transformatrice, le réalisme avec l'adhésion paresseuse aux réflexes structurellement conservateurs des administrations centrales. Elle ne cautionnera pas une vision cynique de la politique qui conduirait à distinguer les promesses enflammées de campagne et les politiques réellement mises en œuvre. La gauche continuera notamment à se définir par son souci marqué de justice sociale et la lutte effective qu'elle mène contre les inégalités et pour l'ascension sociale. Aujourd'hui comme hier, elle porte l'aspiration à l'égalité des droits, et le refus des discriminations notamment liées au sexe, à l'origine ou à la classe sociale. Mais elle doit aussi continuer de combattre toutes les formes de dominations qui se nouent dans le monde du travail, autour du rapport salarial. Ce combat historique demeure la principale raison, non négociable, de notre engagement. Une gauche qui perdrait toute attention aux conditions de vie des travailleurs, en activité ou à la retraite, alors même que le rapport capital/travail se dégrade à nouveau perdrait sa raison d'être. Confrontée aux difficultés du pouvoir et aux contraintes multiples de l'économie de marché, la gauche de transformation ne doit jamais perdre de vue la base sociale pour laquelle elle est censée agir.

Manifeste de la Gauche Populaire

Si nous appelons à l'émergence d'une « gauche populaire », c'est que ce rappel aux fondements nous paraît aujourd'hui nécessaire. Il est insupportable de voir le Front national, fort de ses percées dans les anciens bastions ouvriers, s'ériger en nouveau défenseur de la cause d'un peuple qu'il mène dans l'impasse. Il est également intolérable de voir cette cause du peuple portée par une droite prétendument populaire et authentiquement populiste qui joue sur les haines et la concurrence de proximité entre le Français et l'étranger, le catholique et le musulman, l'intégriste et le citoyen, le travailleur modeste et l'exclu du travail. En ce sens, nous ne pouvons souscrire aux préconisations développées par la fondation Terra Nova en mai 2011 qui proposaient de substituer un peuple à un autre.

Si nous appelons à l'émergence d'une « gauche populaire » c'est parce que nous croyons qu'il est temps de renouer avec le grand récit de la gauche, au sein duquel le mot « populaire » est forcément noble, bien loin de la gêne ou du mépris affiché aujourd'hui par une partie de l'élite. Nous faisons nôtre le rappel de Pierre Mauroy pendant la campagne présidentielle de 2002 : « Le mot ouvrier n'est pas un gros mot ». Nous assumons, sans embarras et avec fierté, le mot « populaire » parce qu'il évoque pour nous, par exemple, les congés payés, la réduction du temps de travail, l'établissement de conventions collectives, l'allon-

gement de la scolarité obligatoire à 14 ans, obtenus par le Front populaire mené par Léon Blum⁵.

La prise en compte des attentes des catégories populaires : un enjeu stratégique majeur

Avec François Hollande, la gauche française a brisé au printemps 2012 la « malédiction présidentielle » qui l'avait rendue incapable, depuis plus de vingt ans, de remporter l'élection décisive de la vie politique française. L'enjeu est désormais clair : briser également la « malédiction du pouvoir » qui a conduit depuis plus de trente ans à la sanction quasi systématique des exécutifs sortants. Donner les moyens à la gauche de disposer, pour la première fois sous la Cinquième République, de deux mandats législatifs consécutifs.

Cet objectif est essentiel : nous ne pouvons pas donner raison à la thèse d'une gauche de gouvernement condamnée à trahir ou à décevoir. Nous ne pouvons souscrire par fatalisme à l'idée d'une gauche française qui ne serait jamais

5. Cette fierté de l'héritage du Front populaire, nous la revendiquons aussi symboliquement. C'est pourquoi nous avons adopté, pour notre propre identité graphique, la typographie utilisée par le journal "Le populaire". Créé le 1er mai 1916 par des socialistes hostiles à la guerre, ce journal devient en 1921 l'organe de la SFIO et restera 23 ans sous la direction de Léon Blum.

que « de passage » au pouvoir. Pour transformer en profondeur le pays, inscrire notre empreinte et nos valeurs dans le fonctionnement de l'économie et de la société, nous avons besoin de cette stabilité et de cette durée dont ont pu bénéficier d'autres partis de la social-démocratie européenne. Le 6 mai 2012 a sans doute réparé le traumatisme violent du 21 avril 2002. Mais, pour notre génération politique d'hommes et de femmes de gauche, la question de la réussite au pouvoir, de notre capacité à recueillir l'adhésion pour obtenir au bout de cinq ans le quitus du peuple français reste un défi majeur que nous devons impérativement relever. Rien ne serait pire que d'avoir de nouveau, en 2017, un bilan dont nous n'aurions pas à rougir mais dont de nombreux Français se détourneraient faute d'une adéquation entre nos politiques et leurs attentes profondes.

L'enjeu identitaire de la prise en compte des attentes des catégories populaires et moyennes rejoint ici, pour une gauche qui se veut efficace, l'enjeu électoral et stratégique. Avec 13% des ouvriers et 12% seulement des employés ayant voté en faveur de Lionel Jospin, soit un recul de 34 et 25 points par rapport à 1981 dans ces catégories sociales, le premier tour de l'élection présidentielle de 2002 était venu sanctionner une politique juste sur le fond mais ayant donné le sentiment d'avoir été trop focalisée, avec les 35 heures, sur la lutte contre le chômage et l'exclusion et de ne pas avoir pris suffisamment en considération le pouvoir d'achat, ou encore

l'insécurité réelle et ressentie. En 2007, malgré la mise en avant de certains mots d'ordre, tels que « l'ordre juste », Ségolène Royal avait surtout progressé dans les banlieues des grandes villes, où se concentrent les fractions de l'électorat populaire les plus précarisées et celles qui avaient été fortement stigmatisées par le discours sarkozyste. Mais face à une droite exacerbant l'antagonisme supposé entre « la France qui se lève tôt » et les « assistés », s'appropriant les thèmes du mérite, de l'effort et du pouvoir d'achat, l'offre politique de la gauche ne s'était pas révélée suffisante pour compenser le retard pris dans d'autres catégories, notamment l'électorat senior, et ainsi la mener vers la victoire.

Les promesses trahies de Nicolas Sarkozy sur le pouvoir d'achat et le discours de « redressement dans la justice » porté par François Hollande ont certes permis d'amorcer en 2012 un début de reconquête⁶. Le vote des ouvriers pour le candidat de gauche au second tour a ainsi progressé, selon l'institut Ipsos, de 54 % en 2007 à 58 % en 2012 et celui des employés de 51 % à 56 %. Mais – soyons

6. En 30 ans, soit de 1981 à 2012, la gauche est passée de 60% à 39% de voix chez les ouvriers (soit une perte de 21 points) et de 48% à 40% chez les employés (soit une perte de 8 points). Parallèlement, entre 1988 et 2012, le vote frontiste a progressé chez les ouvriers de 17 points (passant de 18% à 35%) et chez les employés de 12 points (passant de 13% à 25%). L'abstention a quant à elle progressé de 25 points chez les ouvriers (passée de 12% à 37%) et de 11 points chez les employés (passée de 14% à 25%), toujours sur la même période. Données provenant des enquêtes post-électorales réalisées par le CEVIPOF.

en conscients - cette reconquête demeure fragile. Les victoires du printemps 2012 ne nous empêchent pas de demeurer lucides. Nous n'oublions ni le résultat, plus serré que prévu, du second tour de la présidentielle, ni l'importance du vote protestataire au premier tour, ni celle de l'abstention. Nous n'oublions pas non plus que la nouvelle poussée du vote en faveur du Front National⁷ s'est largement enracinée dans les territoires périurbains et ruraux, situés dans la deuxième couronne des grandes agglomérations ou au-delà. Et nous voyons bien que les sondages d'opinion qui se succèdent depuis huit mois constituent des signaux d'alerte à prendre au sérieux.

Nous sommes convaincus que la politique qui sera menée dans les quatre prochaines années doit constituer le levier d'une reconquête durable et robuste par la gauche de sa base sociologique naturelle. Cet enjeu doit guider à notre sens la réflexion du gouvernement et de sa majorité parlementaire sur les réponses à apporter en matière économique, sociale et sociétale.

7. Pour rappel, selon un sondage Ipsos réalisé pour France Télévision, Radio France, Le Monde et Le Point, 21% des employés et 29% des ouvriers ont voté pour Marine Le Pen. 28% des employés et 27% des ouvriers ont voté pour François Hollande, qui se situe donc derrière la candidate frontiste chez les ouvriers.

Nos combats

Les questions économiques et sociales sont essentielles. Chacun des 60 engagements de campagne doit être tenu et le gouvernement dispose pour cela d'une majorité au Parlement. Mais le scepticisme croissant des catégories populaires et moyennes nous invite à hiérarchiser notre action et à ne pas oublier que celles-ci attendent d'abord des réponses fortes sur le terrain du pouvoir d'achat et de l'emploi. La réponse à l'aspiration légitime des salariés modestes à améliorer leurs conditions de vie matérielles demeure la clé réelle de la réussite du quinquennat.

Mettre le volontarisme économique et la lutte contre les inégalités sociales au cœur de la politique de la gauche

Pour lutter contre l'exclusion : favoriser le retour à l'emploi

La situation des couches populaires « reléguées », des 8 millions de pauvres que compte désormais la France - chômeurs de longue durée, travailleurs pauvres, titulaires

Manifeste de la Gauche Populaire

des revenus de substitution et autres « minima sociaux », - nécessite une action urgente et soutenue de la part du gouvernement de gauche.

Nous saluons les décisions prises depuis le 6 mai 2012 et qui permettent déjà une légère amélioration de la situation matérielle et morale de ces populations. La création de la « garantie jeunes », l'extension de la CMU, l'augmentation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire, l'encadrement des loyers, le lancement d'un nouveau programme de construction de logements sociaux et d'hébergements d'urgence, l'extension des tarifs sociaux de l'énergie, même si elle n'a pu s'accompagner d'un blocage suffisant des prix des carburants, sont de bonnes mesures qui étaient attendues avec le retour d'un gouvernement de gauche.

Il ne s'agit pas de renoncer aux « filets de protection » et aux emplois aidés qui permettent de limiter les difficultés matérielles et d'amortir l'effet des crises économiques. Les emplois d'avenir et les contrats de génération sont utiles. Ils permettent de lutter contre la désespérance, notamment des plus jeunes. Ils évitent aussi de laisser sans solution tous les seniors dont les entreprises se « délestent » dès que la conjoncture se dégrade.

Mais une politique de l'emploi juste et efficace nécessite un changement plus structurel. Les moyens qui y sont

consacrés sont aujourd'hui bien trop centralisés. Pôle emploi souffre de handicaps structurels empêchant tout progrès significatif dans la prise en charge des demandeurs d'emploi. La mauvaise application de directives nationales et la démotivation des agents, faute de management adapté et de moyens suffisants, entraînent une incapacité à proposer des solutions répondant aux besoins d'un chômeur de longue durée ou d'un jeune sans diplôme. Pour y remédier, nous proposons de faire le pari de la proximité en confiant aux régions le pilotage de l'accompagnement vers l'emploi. Sur le modèle concluant des transferts de responsabilité pour les lycées ou les transports, la décentralisation de Pôle emploi permettrait une gestion plus souple et politiquement plus responsable.

D'autres outils améliorant le fonctionnement du marché du travail doivent aussi être portés, par exemple dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. Nous faisons trop souvent le constat désarmant qu'il existe simultanément des secteurs en crise qui licencient ou ne recrutent plus et d'autres, en croissance, qui ne parviennent pas à recruter le personnel qualifié dont ils ont besoin. Dans ce contexte, l'enjeu n'est pas d'obliger les bénéficiaires d'allocations à travailler mais par exemple de lier davantage le versement des indemnités de chômage au suivi d'une formation qualifiante et de renforcer la formation « préventive » qui évite aux salariés le déclassement et la sous-qualification. Face au chômage, rien

n'est en effet pire que l'inactivité. On y perd sa motivation et son employabilité. Sans remettre en cause le droit des salariés à la formation continue, une part importante des 31 milliards d'euros de dépense nationale alloués à la formation professionnelle pourrait donc, après négociation avec les partenaires sociaux, être réorientée vers la formation des demandeurs d'emploi. Cette optimisation des moyens permettrait de proposer aux chômeurs des centaines de milliers de contrats d'activités d'un nouveau genre, alliant accompagnement et formation, qui se substitueraient, sur la base du volontariat, à l'indemnisation passive du chômage.

Pour éviter tout clivage entre « exclus » et « inclus », nous croyons également qu'il faut faire évoluer les revenus de solidarité dans un sens qui favorise davantage l'insertion par le travail. Aujourd'hui, le volet « activité » du RSA, destiné aux travailleurs pauvres ou en reprise d'emploi, s'il est le fruit d'une bonne intuition, pourrait être amélioré. L'obligation de « pointer » à la CAF et le vocable « d'allocataires » peut leur donner le sentiment d'entrer dans une catégorie dévalorisante. Il n'y a rien de surprenant, dès lors, à constater que 70% des personnes éligibles au RSA-activité n'y ont pas recours. Nous sommes convaincus qu'il serait possible de rendre le système existant plus redistributif et moins stigmatisant en transformant le RSA et la Prime pour l'emploi (PPE) actuels en un complément de revenu figurant directement sur la fiche de paie des travailleurs pauvres,

comme une forme de reconnaissance du « droit à salaire décent »⁸.

Défendre les salariés de France dans la mondialisation

Se battre pour l'Europe de la croissance et du juste échange. Chez une partie de ceux qui, à gauche, sont sensibles, par conviction et lucidité, à la nécessaire reconquête des catégories populaires, la tentation existe d'asseoir celle-ci sur un discours ouvertement hostile à la mondialisation et à la construction européenne. De fait – et les référendums successifs sur les traités européens l'ont spectaculairement rappelé – c'est chez les ouvriers et les employés que l'on trouve les plus grandes appréhensions et les plus forts rejets. Il est logique que ceux dont les emplois sont les plus fragilisés par la concurrence des pays émergents ou dont les conditions de travail sont les plus soumises aux règles imposées par le nouveau capitalisme financier aient les perceptions les plus négatives de la globalisation économique. Il est également naturel que les mêmes s'irritent de voir l'Europe, loin de tenir sa promesse initiale d'être le bouclier social contre cette mondialisation libérale, constituer trop souvent le cheval de Troie de cette dernière.

8. Bernard Gomel, Dominique Méda et Evelyne Serverin, « Remettre la redistribution au cœur du débat sur la pauvreté », Libération, 9 décembre 2012

Manifeste de la Gauche Populaire

L'hostilité populaire à la mondialisation et à l'Europe ne peut être réduite à la seule résurgence d'un phénomène nationaliste ou à un désir populiste de se venger des élites. Mais nous sommes aussi convaincus qu'il n'y a pas d'avenir pour une gauche de gouvernement qui ferait le choix tacticien de basculer dans un discours protectionniste et souverainiste sans discernement, alimentant et prônant les replis nationaux ou l'éclatement de l'euro. Il n'y a pas d'autre horizon, face à la pression exercée par la mondialisation sur les Etats sociaux, que la reconstitution à l'échelle européenne d'un compromis équivalent à ceux qui ont été établis après-guerre dans chaque Nation. Nous sommes convaincus que, dans la guerre économique mondiale qui fait rage, seul un modèle européen politique fort permettra l'avènement du juste échange structuré autour des principes de réciprocité et de respect des normes sociales et environnementales exigeantes⁹.

Le politique doit reprendre le pouvoir au nom de l'indispensable légitimité démocratique qui doit justifier les décisions prises à Bruxelles. Le volontarisme politique est au coeur de cette nouvelle stratégie de réorientation de la construction européenne initié par François Hollande depuis son arrivée au pouvoir (plan de relance de 120 milliards d'euros, taxe sur

9. Henri Weber, *Pour le juste échange. Réguler le commerce international*. Fondation Jean Jaurès, février 2012.

les transactions financières, etc.). Cet effort doit se poursuivre tout au long du quinquennat, à travers des initiatives d'harmonisation fiscale et sociale par le haut, pour que naisse enfin une véritable Europe politique et sociale. Le gouvernement de gauche ne peut par ailleurs se satisfaire d'un statu quo pour le budget européen duquel toute politique structurelle de grands projets et de croissance est aujourd'hui absente. Il doit plaider pour une réorientation des fonds structurels vers les filières stratégiques et les projets d'infrastructures essentiels pour le développement et la croissance de nos territoires.

Inventer une nouvelle politique industrielle vigoureuse.

Nous croyons qu'il est temps de donner congé à une certaine forme de naïveté qui empêche notre pays de défendre ses intérêts stratégiques et ses emplois. La capacité de la France à attirer des investisseurs est un enjeu important. Mais la capacité de l'Etat à protéger l'industrie et les emplois en France est également une attente très forte et légitime de nos concitoyens, de l'ensemble des salariés de notre pays qui souffrent trop souvent d'être les victimes collatérales des stratégies financières de certaines entreprises mondialisées. Les catégories populaires de notre pays sont réalistes et ne demandent pas que « l'Etat puisse tout ». Alors que la France a perdu dix mille PME exportatrices en vingt ans¹⁰,

10. Jean-Louis Levet, *Réindustrialisation, j'écris ton nom*, Fondation Jean Jaurès, mars 2012.

Manifeste de la Gauche Populaire

elles demandent simplement que « l'Etat s'engage au maximum ». Elles demandent un Etat actif et protecteur, capable non seulement d'empêcher la succession des catastrophes annoncées, mais aussi de se mobiliser pour redonner à la France, qui ne manque pas d'atouts, sa place dans le peloton de tête.

Dans ce monde économique où les règles sont très largement faussées, d'autres pays savent se protéger des prédateurs et des investisseurs douteux : le Congrès des Etats-Unis, que personne ne suspecte d'être gagné par l'idéologie socialiste, s'est opposé, il y a quelques années par exemple, à l'acquisition du groupe pétrolier Unocal par une entreprise d'Etat chinoise. Il est urgent que la France se dote, elle aussi, dans la guerre économique qui se livre chaque jour, d'un certain nombre d'armes. Avec la création de la Banque Publique d'Investissement pour financer les projets innovants, les mesures d'aides aux filières comprises dans le pacte de compétitivité, le nouveau crédit d'impôt dont les partenaires sociaux devront contrôler qu'il est bien ciblé sur l'emploi et l'investissement, le gouvernement de François Hollande a déjà pris des mesures fortes en ce sens.

La puissance publique dispose donc d'une palette assez large d'outils au service d'une politique de redressement productif que nous devons encore élargir. L'Etat peut, en revenant au poste de commande, avec les collectivités locales, contribuer à définir des stratégies industrielles qui main-

tiennent en France des activités essentielles à la bonne santé de notre économie. Il ne s'agit pas de s'opposer à la mondialisation, mais de ne pas la subir, de faire valoir les atouts de la France dans l'arène mondiale. A l'image des Pays-Bas ou de l'Allemagne qui ont clairement ciblé leurs secteurs clés en matière d'investissement, la France doit pouvoir adopter une vision globale de la compétitivité, garantir une approche intégrée et cohérente des politiques publiques et conclure des partenariats nécessaires pour encourager la recherche et l'innovation dans les secteurs clés pour l'avenir¹¹. Nous appelons, en outre, à poursuivre la politique de l'offre par l'adoption d'un pacte productif français qui permettrait de réaffirmer que l'entrepreneuriat est une authentique valeur de gauche et de mettre un terme au mythe de la société post-industrielle. Nous appelons aussi à développer les aides à la relocalisation dans les filières d'avenir. Un consensus devrait être possible sur ces sujets car la volonté de maîtriser notre destin collectif par des choix politiques forts est depuis toujours au cœur de notre identité nationale.

Organiser le patriotisme économique. Nous souhaitons renforcer notre arsenal du redressement productif, pour protéger des actifs stratégiques contre des OPA hostiles et la défaillance d'actionnaires privés. Une liste de ces entre-

11. Jean-Louis Levet, *Réindustrialisation, j'écris ton nom*, Fondation Jean Jaurès, mars 2012..

prises stratégiques, révisable annuellement, pourrait être établie et approuvée par le Parlement. Nous proposons, par exemple, l'introduction d'une « part souveraine »¹², c'est-à-dire de la détention par l'Etat d'une minorité de blocage dans le capital de ces entreprises. S'il avait détenu une « part souveraine » dans Arcelor, l'Etat aurait pu empêcher l'OPA hostile de Mittal sur le groupe en 2006. Il en est de même pour le groupe Pechiney racheté en 2003 par Alcan. La proposition de loi visant à empêcher la fermeture de sites rentables récemment annoncée constitue de ce point de vue une bonne perspective.

Comme nous l'avons déjà souligné à l'occasion des débats autour du cas de Florange, nous croyons que la prise de contrôle temporaire par l'Etat de certaines entreprises stratégiques pour notre économie a toute sa place parmi les outils de la nouvelle politique industrielle de la gauche. Au contraire de « la collectivisation des moyens de production », qui se situait dans le champ idéologique, l'idée d'un portage public temporaire apparaît comme une option pragmatique efficace lorsque l'entreprise concernée appartient à un secteur stratégique de l'économie française, qu'elle irrigue de nombreuses chaînes de production et que les acteurs du marché ne sont pas

12. Connue en anglais sous le nom de « golden share ».

en mesure de mettre en œuvre une stratégie industrielle d'avenir pour cette entreprise. Ce portage doit se faire avec l'accord de la représentation nationale et en association avec un partenaire industriel disposant d'un savoir-faire et d'une puissance commerciale, et prendre fin lorsque ce partenaire peut assumer seul la mise en œuvre de sa nouvelle stratégie industrielle. L'Etat fédéral américain, de tradition pourtant libérale, a mené avec succès un portage public de General Motors en 2009, lorsque le groupe automobile était au bord de la faillite. Plus près de nous, pendant la crise financière, le Royaume-Uni a nationalisé temporairement une partie du secteur bancaire britannique. En France, le gouvernement a déjà utilisé cet outil par le passé : dans le cas du sauvetage réussi d'Alstom en 2004, l'Etat a même engrangé une plus-value conséquente au moment de la revente de ses parts. Le conseil général de l'Eure, qui a racheté temporairement le site de papeterie M-Real d'Alizay, a montré qu'une collectivité publique peut intervenir de manière transitoire pour sauvegarder les emplois et les perspectives industrielles d'un territoire¹³.

13. Vouée à la fermeture, cette entreprise a été rachetée en décembre 2012 par le département de l'Eure qui a revendu simultanément aux acquéreurs les terrains et les actifs nécessaires à la reprise de l'activité. Ce département, au nom de l'efficacité économique, a joué un rôle d'intermédiaire pour protéger les emplois. Nous sommes bien loin de ce qui s'est fait lors des nationalisations en 1981.

Manifeste de la Gauche Populaire

Enfin, nous savons que la guerre économique comme de celle de l'emploi ne seront pas gagnées dans notre pays si nous ne valorisons pas davantage notre production et notre savoir-faire. Les consommateurs français l'ont bien compris qui ont acheté, pour la moitié d'entre eux, des cadeaux « Made in France » pour les fêtes de fin d'année. La création d'un label « France Qualité Plus » valorisant l'excellence des produits et des services de notre pays ; à l'image de ce qui est pratiqué aujourd'hui avec le « Made in USA », nous semble nécessaire. Les critères d'attribution de ce label devraient prendre en compte le respect de normes sociales et environnementales particulièrement exigeantes.

Rendre du pouvoir d'achat aux couches populaires

Parce qu'elle renvoie à leurs conditions matérielles d'existence, mais aussi à la valeur symbolique de leur travail, la question du pouvoir d'achat demeure centrale pour les couches populaires et moyennes. La lutte contre le chômage, si elle doit demeurer une priorité, ne peut occulter la revendication légitime du pouvoir d'achat. De la même manière que la gauche a souffert au début des années 2000 de n'avoir pas complété les 35 heures par une politique lisible de compensation des revenus, il faut veiller à ne pas subordonner dans cette nouvelle période l'aspiration légitime des salariés modestes à améliorer leurs conditions matérielles de vie à un arbitrage macroécono-

mique brutal entre emploi et revenus ou à la nécessité de redresser les comptes publics et de restaurer la compétitivité de l'économie française.

Nous croyons qu'il est possible de mener de front une politique de redressement économique et financier et une politique de redistribution et nous proposons d'utiliser deux leviers pour restituer durablement du pouvoir d'achat aux couches populaires : la réforme fiscale et la réduction de certaines dépenses « obligatoires » des ménages (logement, énergie, transports, etc.).

La grande réforme fiscale reste à faire. Une étape importante vers plus de justice fiscale a été franchie dans le budget 2013, avec l'alignement de la taxation des revenus du capital sur ceux du travail, qui permet notamment de mettre les plus aisés davantage à contribution. Mais beaucoup d'évolutions restent nécessaires. Nous croyons qu'il est temps par exemple de mettre fin aux pratiques détestables d'un certain nombre de Français très aisés qui, par l'exil fiscal, se dérobent à leur devoir de contribution à l'effort de redressement des comptes publics d'un pays qui les a vus naître, dans lequel ils ont grandi et ont été éduqués et soignés. Nous pensons qu'il est nécessaire de négocier des conventions avec les pays concernés par cet exil fiscal pour pouvoir rattacher la fiscalité à la citoyenneté et non plus au lieu de résidence.

Manifeste de la Gauche Populaire

La justice fiscale promise par François Hollande ne peut se limiter, surtout, à l'accroissement de la pression fiscale sur les Français les plus riches. Nous pensons que la charge fiscale des catégories populaires, qui ont été les grandes perdantes de la politique fiscale de ces dix dernières années, doit parallèlement être réduite et qu'il est donc temps de programmer la grande réforme redistributive du quinquennat. L'agenda du redressement ne saurait entraver de ce point de vue celui de l'indispensable redistribution. L'engagement n°14 pris par François Hollande pendant sa campagne stipulait que « la contribution de chacun sera rendue plus équitable par une grande réforme permettant la fusion à terme de l'impôt sur le revenu et de la CSG dans le cadre d'un prélèvement simplifié sur le revenu ». Sans nécessairement aller jusqu'à la fusion complète de l'impôt sur le revenu et de la CSG, il devrait être possible de rendre la CSG progressive, c'est-à-dire de faire de cet impôt moderne, efficace – il pèse deux fois plus lourd que l'impôt sur le revenu - à l'assiette large, mais pour l'instant proportionnel, un véritable outil de redistribution des richesses permettant de procurer des gains de pouvoir d'achat substantiels aux ménages modestes sans impacter le montant total des recettes et des déficits. Il serait regrettable que l'engagement 14, qui touche aux questions essentielles de la justice sociale et du pouvoir d'achat, ne soit pas tenu. Il existe sans doute des conditions de mise en œuvre mais aucune contrainte technique ni budgétaire n'empêcheront

de mettre en œuvre une telle réforme si le gouvernement manifeste la même volonté politique que celle dont il a su faire preuve pour réduire de moitié à l'automne 2012 l'impôt sur les sociétés. Enfin, parce qu'un Français doit être égal à un autre Français sur l'ensemble du territoire, il nous paraît essentiel d'engager une réforme de la fiscalité locale. La justice fiscale territoriale pourra naître de la réforme progressive de l'impôt local (taxe d'habitation et taxe foncière) qui grève très fortement le budget des catégories populaires et dont la méthode de calcul est aujourd'hui trop archaïque et complexe.

Desserrer la contrainte du logement qui pèse sur les couches populaires. Améliorer le pouvoir d'achat des couches populaires et moyennes ne passe pas exclusivement par l'augmentation de leurs rémunérations ou de leurs prestations sociales. La réduction de certaines dépenses « obligatoires » - le logement, l'énergie, les transports, notamment – qui pèsent lourdement dans les budgets des catégories populaires peut également permettre des gains durables de pouvoir d'achat.

Premier poste de dépenses auquel les ménages français consacrent désormais 28% de leur revenu disponible¹⁴, le

14. Contre 13% en 1960. Source : INSEE, La consommation des ménages depuis 50 ans par Georges Gonsales, Maryse Fesseau et Vladimir Passeron.

Manifeste de la Gauche Populaire

logement est au cœur de la vie de chacun et doit bénéficier de la part de la gauche d'une politique volontariste et ambitieuse : aide à la construction de logements sociaux (pour laquelle le relèvement du plafond d'épargne du livret A est une première étape intéressante mais non suffisante), développement de l'accession sociale à la propriété, facilitation des parcours résidentiels. Il nous paraît par ailleurs essentiel que, par exemple dans le cadre d'une seconde génération de programme de rénovation urbaine, les copropriétés fragilisées et les quartiers pavillonnaires anciens dégradés bénéficient d'aides financières et d'un accompagnement élargi.

Mettre la cause écologique au service du pouvoir d'achat
Aujourd'hui, avec chaque année près de 3 000 euros en carburant et en chauffage, les dépenses de transports et d'énergie représentent plus de 8% du budget des ménages. Ces dépenses paraissent incompressibles et sont même en constante augmentation du fait de l'accroissement du prix du pétrole, du gaz et de l'électricité. Ces deux postes de dépenses sont également ceux qui composent la plus grande partie de l'empreinte écologique des ménages, l'utilisation de l'automobile et les dépenses de chauffage contribuant à environ un tiers des émissions de CO2 en France.

Alors qu'écologie et pouvoir d'achat sont souvent présentés comme antinomiques - l'augmentation du second

nuisant nécessairement à la première car alimentant le consumérisme ambiant - nous croyons que la préoccupation écologique a au contraire beaucoup à apporter en matière de pouvoir d'achat. Loin d'être l'apanage des couches aisées et urbanisées de la population, l'écologie peut de ce point de vue être, elle aussi, « populaire ». Le quinquennat de François Hollande doit permettre d'accélérer les efforts de réduction de la facture énergétique des ménages. La mise en place de la tarification progressive de l'énergie, avec un système de bonus-malus, va dans le bon sens. A l'occasion de la Conférence environnementale, en septembre 2012, le gouvernement a également fixé l'objectif ambitieux de mettre aux meilleures normes énergétiques un million de logements neufs et anciens par an. Davantage de moyens budgétaires devront être concrètement consacrés aux opérations de rénovation thermique des logements, dans le parc social comme dans le parc privé. Pour concrétiser ce volontarisme, l'ensemble des travaux d'isolation pourraient en outre être soumis au taux réduit de TVA.

Le développement des transports en commun doit également permettre, non seulement de construire des infrastructures créatrices d'emploi, mais aussi d'offrir des gains durables de pouvoir d'achat pour les catégories populaires. De nombreuses zones périurbaines demeurent aujourd'hui mal desservies. Les déplacements domi-

cile-travail les plus fréquents et les plus coûteux pour les ménages sont souvent ces déplacements centre-périphérie, effectués seul dans une voiture individuelle. Dans un contexte de crise des finances publiques nationales et locales, nous proposons que l'Etat et les collectivités territoriales concentrent leurs investissements sur ces axes de transports du quotidien dans une approche de grande ampleur qui puisse mobiliser le Pacte européen de croissance. D'autres pistes mériteraient aussi d'être explorées au cours des prochaines années : encouragement du covoiturage, accroissement du cadencement des bus, trains ou tramways, adaptation des horaires aux besoins réels des usagers, développement de réseaux de transport à la demande en zones rurales. Enfin, parce que la voiture individuelle demeure indispensable dans certains territoires, nous souhaitons que l'Etat encourage davantage la production de véhicules propres, à basse consommation de carburant, et accessibles à des ménages modestes en modulant les aides en fonction du revenu. Au-delà, l'instauration d'un tarif social pour les assurances automobiles est nécessaire pour assurer une meilleure protection des catégories populaires. Nous soutenons enfin la nécessité d'un déploiement de bornes électriques dans les stations-services et dans les parkings multimodaux situés dans les zones rurales et périurbaines. C'est aussi l'avenir de la filière automobile française (Renault, PSA) et de leurs nombreux employés

qui peut se dessiner avec une politique ambitieuse en faveur des véhicules propres.

Renforcer les services publics et rétablir l'égalité des chances

Garantir, dans les réformes, le maintien des services publics et la protection sociale. Les Français restent très attachés à l'Etat social construit après la Seconde Guerre mondiale et qui constitue une partie intégrante de l'identité de notre pays, un pilier majeur du modèle républicain. C'est d'autant plus vrai pour les catégories populaires qui considèrent volontiers la Sécurité sociale et les services publics universels comme leur seule protection et leur véritable « retour sur impôt ». Malgré la crise des finances publiques¹⁵, nous sommes convaincus que la gauche doit rester fidèle à son combat pour la conquête et la préservation des acquis sociaux. La Sécurité sociale et le service public se rattachent pour nous à l'idée même de solidarité, au refus fondateur d'une « société de marché » qui serait entièrement régie par la loi de l'argent : l'accès aux soins, à l'éducation, à la formation, aux transports, la possibilité de vivre dans la dignité après une vie de travail,

15. Largement due à l'augmentation des dépenses de santé en raison du vieillissement de la population et à la baisse concomitante des recettes fiscales sous l'effet du ralentissement économique.

d'autres droits fondamentaux et besoins humains essentiels ne doivent pas dépendre d'un critère de rentabilité ou des seules ressources personnelles ou familiales mais bien d'un financement socialisé. Bien évidemment, il est nécessaire de dépasser les défauts originels de notre Etat social, notamment en améliorant sa fonction redistributive. Mais la qualité des réseaux de transport, des systèmes éducatif et de santé, des infrastructures et des services publics, constitue bien un facteur non négligeable de la compétitivité et de l'attractivité française sur lesquels il ne faut pas transiger.

Réduire les inégalités territoriales. Nous croyons que la gauche doit se montrer particulièrement sensible aux nouvelles inégalités territoriales. On ne cesse de voir les effets dévastateurs de l'atomisation territoriale qui accentue les clivages entre « territoires gagnants » de la mondialisation et « territoires perdants ».

Nous souhaitons d'abord que la dimension territoriale des difficultés des quartiers sensibles soit mieux prise en compte : la création des emplois d'avenir qui sont prioritairement affectés à ces territoires est une excellente initiative ; mais il serait également souhaitable d'implanter dans ces quartiers de nouveaux services publics. A cet égard, le retour à un régime de droit commun dont les moyens seraient renforcés et la fin d'un zonage perçu comme dis-

criminant en matière de politique de la ville, annoncé par le ministre de la Ville, nous paraissent essentiels.

Dans le souci de s'adresser à toutes les catégories populaires et moyennes, il nous faut également être attentif au sentiment d'abandon des bourgs et des villes moyennes frappés par la désindustrialisation ou des territoires ruraux en voie de désertification. Nous savons leurs attentes très fortes en matière de services publics de proximité, d'accès aux soins, auxquelles les collectivités locales ont de plus en plus de mal à répondre. Nous devons avoir une politique claire dans ce domaine : la modernisation nécessaire des services publics ne saurait se réduire à un retrait pur et simple de ceux-ci dans les zones « non-rentables » et la recherche des économies d'échelle doit rester, en tout état de cause, subordonnée à une garantie de proximité et au principe d'égalité entre les Français. Le plan de lutte contre la désertification médicale présenté fin 2012 va dans le bon sens et les mesures qu'il contient ne doivent pas rester seulement incitatives. Leur mise en oeuvre rapide doit montrer que la gauche refuse une médecine à deux ou trois vitesses. La notion de « désert médical » ne concerne pas que la médecine ambulatoire mais tout autant l'hôpital public : les deux souffrent du manque de personnels (médicaux et non médicaux), ce qui sert d'ailleurs trop souvent de prétexte aux fermetures de service. Et même dans les grands hôpitaux des grandes villes, même les plus attractives, bien des

postes ne sont pas pourvus. C'est ainsi que la lutte contre la désertification doit être réalisée en collaboration avec les élus et les usagers dans le but de sauver le modèle social français et ainsi d'assurer une véritable continuité territoriale dans l'offre de soins que l'Etat propose aux Français.

La bataille pour la justice territoriale passe aussi par la mise en œuvre de puissants et renouvelés mécanismes de péréquation verticale, par exemple en proposant la révision de la modulation par l'Etat du niveau de Dotation Globale de Fonctionnement des collectivités locales pour qu'elle prenne davantage en compte le potentiel fiscal de celles-ci, et par une politique d'aménagement qui n'oublie pas les zones périurbaines, les bassins d'emplois désindustrialisés et les zones rurales délaissées. Lors de l'examen de l'« acte III » de la décentralisation, il conviendra de mettre à plat l'ensemble des systèmes de redistribution et de péréquation financiers entre territoires en se posant les bonnes questions : ces mécanismes sont-ils justes ? Aggravent-ils ou corrigent-ils suffisamment les inégalités ? Prennent-ils en compte les nouvelles inégalités qui voient le jour au sein de notre République ? Il y a quelques décennies, la gauche a su imaginer et mettre en œuvre la politique de la ville pour répondre au cri de souffrance des banlieues délaissées de la République. Il nous revient aujourd'hui d'apporter des réponses aux nouvelles relégations de certains territoires périurbains et ruraux gagnés par la pauvreté silencieuse, la désindustrialisation et le repli des services publics.

Pour une égalité réelle des chances : refaire de l'école républicaine l'ascenseur social qu'elle a cessé d'être.

L'égalité réelle des chances dans le parcours scolaire et professionnel est, à nos yeux, un objectif essentiel. Y répondre doit être une priorité. Elle doit illustrer le retour de l'ambition transformatrice de la gauche et de l'idée même de progrès et d'ascenseur social. De ce point de vue, cet objectif entre également et plus largement en résonance avec les attentes d'une immense majorité de Français qui peut se retrouver dans la critique d'une société « d'héritiers ».

L'égalité réelle des chances renvoie bien évidemment à la question de l'école qui donne à chacun, et particulièrement aux enfants des couches populaires et moyennes, les chances de réussir selon son seul mérite. Après des années de saignées budgétaires et de réformes incohérentes, la France est aujourd'hui le pays développé dont l'école reproduit, voire amplifie, le plus les inégalités sociales. Les dernières enquêtes internationales montrent ainsi qu'en France, la réussite scolaire des enfants est plus corrélée au niveau socio-économique des parents que dans d'autres pays européens¹⁶. Chaque année 150 000 élèves sortent du système scolaire sans diplôme ni qualification. Malgré les efforts sincères de nombreux acteurs,

16. Comme en témoigne l'enquête PISA réalisée en 2009 dans les pays de l'OCDE.

la massification du système scolaire initiée par la gauche dans les années 1980 n'a pas engendré une démocratisation équivalente de la réussite.

Il est temps de refonder l'école pour en finir avec la « machine à trier »¹⁷ pour créer les conditions d'une égalité réelle, pour cesser de creuser le sillon de notre déclin collectif. L'école forme des citoyens et acteurs du redressement de notre pays. Le nouveau gouvernement de gauche a mis fin à l'hémorragie organisée des effectifs dans l'Éducation nationale et a amorcé la nécessaire refondation de l'école. Nous devons agir plus largement pour que, dans ces temps de crises, les Français, et particulièrement les Français de condition modeste, puissent voir dans le système scolaire un levier pour essayer de prémunir leurs enfants du risque de déclassement social ou de décrochage. Le renforcement de l'école primaire, notamment par le recrutement d'enseignants, constitue un levier essentiel pour encadrer les enfants et favoriser ainsi leur apprentissage et leur épanouissement tout au long de leur parcours scolaire. Nous pensons que cet effort devrait s'accompagner de la création d'un véritable dispositif public de soutien scolaire, organisé par l'Éducation nationale. Si nous voulons vérita-

17. Selon le titre du livre de Pierre Cahuc, Stéphane Carcillo, Olivier Galland et André Zylberberg, *La machine à trier. Comment la France divise la jeunesse*, Eyrolles, octobre 2011.

blement lutter contre la privatisation du soutien scolaire qui évince les familles populaires et accroît les inégalités initiales, il est nécessaire de confier cette mission à des enseignants mieux payés et qui dispenseront leur soutien dans les classes. L'action du gouvernement en matière d'éducation doit avoir pour objectif d'augmenter, à toutes les étapes de la scolarité, le temps individuellement consacré par les enseignants aux élèves en difficulté.

Nous croyons que la priorité du redressement de la France passe aussi par la création des conditions permettant la poursuite des études pour les jeunes et une meilleure insertion dans le monde du travail. Pour y parvenir, trois leviers nous semblent particulièrement utiles. Le premier prévoit d'élargir les droits d'accès automatiques aux filières d'excellence, notamment aux classes préparatoires, aux meilleurs lycéens de tous les lycées - et non pas seulement des établissements situés dans une zone d'éducation prioritaire – comme l'avait justement proposé François Hollande pendant sa campagne. Le deuxième porte sur l'adoption de nouvelles représentations sur de nombreux métiers et secteurs, notamment celui de l'artisanat, aujourd'hui considérés comme « dégradants » alors qu'ils regorgent de potentialités en terme d'emploi, d'innovation et d'avenir. Le troisième levier consiste à développer des synergies formations-emplois en fonction des débouchés, existants ou prévus, et donc des potentialités de chaque secteur, en créant

des partenariats écoles-entreprises et en encourageant le recours à l'apprentissage.

Nous sommes également convaincus qu'il faut dépasser la « fétichisation » excessive du diplôme dans notre pays. Notre société se caractérise par une volonté particulière de produire, via le diplôme, une hiérarchie symbolique et quasi « définitive » - avec ses « plafonds de verre » qui paraissent infranchissables. Passer d'une industrie en déclin à un secteur porteur, devenir ingénieur quand on a commencé technicien, accéder aux fonctions dirigeantes si l'on ne sort pas des meilleures écoles, restent encore dans notre pays une chimère. Le sentiment que « tout est joué » très tôt, qu'on ne peut échapper à un destin social déterminé entre seize et vingt-cinq ans, à la sortie d'une formation initiale, transforme du même coup trop souvent le parcours scolaire en une compétition angoissante et inhibante pour les enfants et leurs parents. Il en résulte un double gâchis, pour les individus eux-mêmes et pour la société : ceux qui ne sont pas orientés dans les meilleures classes ou filières peuvent nourrir très tôt un complexe d'infériorité et un pessimisme social à l'origine d'un phénomène de démotivation et de décrochage scolaire bien identifié dans notre pays. La culture du « diplôme-roi » prive l'économie et la société de talents qui ne se révèlent pas forcément la capacité à réussir des exercices académiques. Nous croyons qu'une véritable éga-

lité des chances ne va pas sans une deuxième chance. A cet égard, nous saluons le plan de lutte contre le décrochage scolaire lancé à la fin de l'année 2012. Nous souhaitons que le gouvernement aille plus loin dans la promotion d'une société de la chance pour tous, notamment en maintenant à un niveau élevé les moyens budgétaires alloués à la formation professionnelle et aux écoles de la deuxième chance.

Notre réflexion vise plus largement à donner un nouveau souffle à l'éducation populaire pour lui permettre de retrouver son sens originel d' « élever », d' « instruire », mais aussi de « faire sortir », de « conduire hors de »¹⁸. Nous croyons que le but premier de l'éducation est l'émancipation de la personne humaine par l'acquisition de savoirs mais aussi de savoir faire et de savoir être. Nous ne nous reconnaissons pas dans une vision étriquée de l'éducation qui considère les savoirs comme une marchandise à part entière. Il revient bien à la gauche de penser la question sociale et donc l'éducation dans sa globalité, en s'émancipant d'une approche trop centrée sur le système éducatif institutionnel. Dans notre société caractérisée par sa complexité, son incertitude, sa réactivité, la pluralité de ses modèles, savoir lire, écrire et compter sont des capacités dont la maîtrise est

18. Selon l'étymologie empruntée du latin du « educare » fréquentatif du verbe « educere ».

certes nécessaire mais plus suffisante pour s'intégrer pleinement au sein de la sphère sociale. Les capacités d'initiatives doivent être reconnues pour l'ensemble des citoyens. Cet objectif repose sur plusieurs piliers : la prise en compte des différentes temporalités d'apprentissage de l'enfant dans la mise en œuvre d'un projet éducatif global tout d'abord ; la nécessaire mobilisation des territoires et de tous les acteurs éducatifs autour d'une politique globale qui prend en compte ces temporalités et le parcours de l'enfant ensuite¹⁹; et enfin la nécessité de faire de l'éducation et de la formation tout au long de la vie un véritable droit. Pour faire face aux reproductions sociales et à la perpétuation d'une société d'héritiers, nous croyons qu'il est nécessaire de reconnaître toutes les formes de savoirs et qu'il est du devoir de la gauche de redonner espoir à chacun dans les capacités de se former, de s'élever et de s'émanciper.

Pour une société plus juste fondée sur des valeurs partagées

Redonner du sens à nos valeurs communes

La communauté de destin d'une Nation repose sur les valeurs communes qui permettent le vivre ensemble et lui

19. Dans ce domaine, la création de Projets Educatifs Locaux doit être saluée.

donnent sens. L'attachement au drapeau républicain figure ainsi parmi les premiers signes d'appartenance à notre communauté nationale, faite de valeurs et d'histoire partagée.

Un siècle et demi après les lois de la III^{ème} République qui ont fondé le socle républicain contemporain (liberté d'expression, liberté d'association, liberté syndicale, école obligatoire et laïque, séparation des églises et de l'Etat), nous devons retravailler ces principes essentiels. Non pour les modifier mais pour les faire vivre pleinement. Ce n'est pas avec la peur que l'on permettra aux citoyens de reprendre pied dans une société et un monde qu'on ne comprend pas toujours, qui évolue sans arrêt et ne propose pas de repères. C'est en revenant aux valeurs – les vrais repères d'une société démocratique – en les approfondissant, en les confrontant au réel que l'on donnera l'occasion aux citoyens de se les réapproprier pour finalement les partager réellement. Le socle républicain n'est pas une religion. Il n'a pas besoin de grands prêtres, de dogmes, ni d'inquisition. Il doit être compris par tous pour être vécu au quotidien et porter pleinement ses effets bénéfiques sur la société.

Le combat pour l'épanouissement des individus et le respect de leur intégrité, entamé il y a 150 ans, se poursuit. C'est le devoir de la gauche de lui donner un sens fédérateur et non de prétexter la satisfaction de clientèles.

Manifeste de la Gauche Populaire

Dans tous ces domaines, l'énonciation ne vaut pas action. Il faut donc se mettre au travail : ce sont ces chantiers que veut ouvrir la gauche populaire.

Assurer la sécurité, condition fondamentale d'exercice de la liberté de chacun, sur tout le territoire de la République

Les premiers mois du gouvernement ont apporté la preuve que la gauche a repris la main dans le domaine de la sécurité et a cessé d'être naïve. Le thème de l'ordre n'est plus un tabou. Les échecs du passé ont été analysés et intégrés.

Parce que la sécurité est une des conditions fondamentales d'exercice et d'épanouissement de la liberté et de la citoyenneté de chacun²⁰, il nous paraît essentiel que le gouvernement continue de dire aux Français qu'une explication sociologique ne vaut pas excuse. Un milieu social d'origine, un environnement urbain, un itinéraire individuel, peuvent expliquer un comportement délictueux ou criminel. Il est utile de les comprendre pour agir. Il est hors de question d'en faire une excuse.

20. Comme l'affirme l'article II de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 qui définit comme « droits naturels et imprescriptibles de l'homme (...) la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression ».

La politique menée pendant les dix années de gouvernement de droite n'a produit aucun résultat convainquant : renforcement de l'arsenal législatif répressif après chaque fait divers, suppression de 10 700 postes de policiers... Une décennie de gesticulations verbales n'a fait qu'aggraver les tensions et dégrader l'image de la police, en particulier dans certains quartiers sensibles devenus des zones de non-droit aux mains de petits caïds. Après tant de déboires dont les catégories populaires et moyennes ont été les premières victimes, le temps est venu pour la gauche au pouvoir d'assumer définitivement l'enjeu de la sécurité. François Hollande, dans son discours du Bourget en janvier 2012, avait été très clair sur ce point : « L'égalité, a-t-il dit, c'est aussi la sécurité de tous ». Puisque « l'insécurité est une injustice sociale intolérable qui touche les plus modestes, les plus âgés, les plus jeunes, les fragiles », la gauche doit afficher toute la fermeté nécessaire, non seulement à l'égard de la grande délinquance et du banditisme organisé, mais aussi vis-à-vis des agressions, dégradations, et autres atteintes aux personnes et aux biens, vis-à-vis de toute cette petite délinquance quotidienne qui constitue une violence gratuite et insupportable pour ceux qui la subissent.

La création des zones de sécurité prioritaires, par exemple, mise en œuvre de l'engagement présidentiel n°52, permet de mobiliser pour la sécurité de tous, les moyens

Manifeste de la Gauche Populaire

matériels et humains adaptés aux réalités locales. Il s'agit, comme le candidat François Hollande l'a déclaré au Bourget de confirmer que la République rattrapera « ceux qui ont pu croire que la loi ne les concernait pas ».

Ainsi, nous croyons possible de montrer au pays que l'efficacité en matière de sécurité passe par une conception très différente du déploiement des forces de l'ordre, privilégiant la logique de « l'Etat préventif », préférant la présence quotidienne sur le terrain aux interpellations spectaculaires, sans agitation déplacée ni instrumentalisation des chiffres et des personnes, choisissant la construction d'une relation de confiance et de respect avec la population plutôt que la multiplication stérile des contrôles de routine et des provocations gratuites.

Réinventer une laïcité ferme et inscrite dans le réel

La laïcité, formalisée en France il y a 107 ans avec la loi dite de Séparation des églises et de l'Etat du 9 décembre 1905, fait partie du socle républicain contemporain. Elle complète justement le triptyque gravé au fronton des équipements publics : Liberté, Egalité, Fraternité.

Notre vision offensive de la République fait de la laïcité un creuset commun, aux antipodes d'une vision multiculturaliste généreuse autant qu'utopique mais qui s'accom-

mode mal de la réalité d'une société aujourd'hui fragmentée. Cette vision accroît les différences entre individus et communautés, alors que l'enjeu est plutôt de trouver un langage commun, une culture partagée – au-delà des conceptions philosophiques ou religieuses des uns et des autres, pour « faire société ensemble », entre citoyens éclairés fiers de l'héritage des philosophes des Lumières.

Contrairement à la conception affadie, « politiquement correcte » que certains en développent parfois, la laïcité ne se réduit pas simplement à un principe de tolérance ou de neutralité, au respect de la liberté de conscience et du pluralisme religieux, ni même à la distinction prudente de la sphère publique et de la sphère privée. La laïcité, en France, a été historiquement un combat résolu et assumé pour l'émancipation. Elle est articulée à des valeurs universelles, à une conception exigeante de l'égalité et de la citoyenneté, qui s'accompagne du refus de voir la société française se structurer autour de communautés.

Le compromis historique de 1905, fruit d'un débat démocratique intense, a permis l'apaisement de la société et des relations entre les pouvoirs publics et les religions. Mais ce compromis est confronté aujourd'hui à la montée en puissance de religions offrant des identités de secours et au développement d'intégrismes. C'est pourquoi François Hollande a souhaité se réapproprier la laïcité

Manifeste de la Gauche Populaire

en proposant son engagement 46 qui prévoit d'inscrire les principes fondamentaux de la loi de 1905 sur la laïcité dans la constitution en insérant, à l'article premier, un deuxième alinéa ainsi rédigé : «la République assure la liberté de conscience, garantit le libre exercice des cultes et respecte la séparation des églises et de l'Etat, conformément au titre premier de la loi de 1905, sous réserve des règles particulières applicables en Alsace et Moselle».

Pour faire vivre ce compromis, nous proposons que la neutralité des services publics et des agents soit inscrite dans la Constitution, texte suprême, parce que le fait de croire ou de ne pas croire ne doit pas créer une « condition humaine particulière ». Parce que la laïcité stipule que l'on peut, ici, croire ou ne pas croire, pratiquer ou ne pas pratiquer sans aucune crainte ni conséquence.

La Gauche populaire, consciente aussi que la liberté de la « communauté » n'est pas forcément celle des individus qui la composent, doit œuvrer pour le droit réel de tout enfant d'acquérir les armes pour choisir de s'affilier ou de se désaffilier à sa religion d'origine. Nous soutenons donc le projet d'instaurer un enseignement de la morale laïque à l'école publique comme outil d'émancipation pour comprendre la notion de liberté de conscience qui doit transcender l'origine sociale.

Conclusion : Agir en politique

Nous, signataires du Manifeste de la Gauche populaire, souhaitons renouer avec l'identité de la gauche fondée sur la volonté de garantir à chaque homme ou femme sa liberté, sa dignité et la satisfaction de ses besoins essentiels, et sur la volonté de lutter contre toutes les formes d'inégalités et de domination. Nous souhaitons tout particulièrement que soient de nouveau mieux entendues les aspirations des couches populaires et moyennes, dans leur diversité. Nous souhaitons réintégrer ces catégories sociales dans le grand récit de la gauche du XXI^e siècle.

Pour cela, nous voulons faire vivre le débat au sein de la gauche et dans la société, nous voulons agir comme des « vigies du changement », d'infatigables « militants de la réussite » du quinquennat de François Hollande.

Dans les mois et années qui viennent, nous ne cesserons de nous battre pour rendre possible la mise en oeuvre de notre projet en travaillant aux conditions de son acceptation dans la société, malgré les conservatismes et

les pesanteurs qui nous entravent. Rien ne serait pire - au nom des difficultés parfois bien réelles - que de renoncer en se laissant convaincre du bien fondé du statut quo ou en se lassant de convaincre ceux sans qui le changement n'est pas possible, les citoyens eux-mêmes.

Se battre pour la réussite de ce quinquennat suppose d'oser. Oser dépasser les comforts, les tabous, le « prêt-à-penser » qui nous éloignent de la possibilité d'atteindre les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés : retour dans la société du travail des « exclus », amélioration significative du pouvoir d'achat des travailleurs en activité ou à la retraite, réduction des inégalités, remise en marche de l'ascenseur social notamment à l'école... Les Français attendent des élus et des militants de la gauche de l'audace, des idées, des actions innovantes pour sortir des impasses dans lesquelles une pensée trop formatée nous a enfermés depuis des décennies.

Pour garder cette capacité d'imagination, pour continuer à défricher, il nous faut un débat politique et social vivant. Le gouvernement et le Président, qui sont chaque jour en première ligne, ont besoin d'être épaulés mais aussi stimulés par une majorité politique fidèle et active, s'efforçant de traduire les attentes de sa base sociale et électorale.

Ce travail d'imagination et de défrichage incombe aussi, bien sûr, aux partis politiques qui composent notre majorité. Il leur

revient d'assurer la mobilisation autour de nos réformes, et d'en faire le « service avant vente ». Mais le temps des partis godillots est également révolu. Le meilleur service que les partis de la majorité peuvent rendre au changement, c'est d'abord de déployer « leurs capteurs » pour faire remonter les perceptions sur le climat social en général et la réception des réformes gouvernementales en particulier.

Nous croyons que c'est aux partis d'être le « laboratoire du changement ». C'est au sein des partis que le débat sans tabou doit se déployer, que les Think Tanks et les sensibilités doivent avoir envie de développer leurs thèses et d'échanger leurs arguments sans crainte d'une quelconque « police de la pensée ». Car si nous jouons tous notre rôle, il reviendra alors naturellement à la gauche de bâtir les synthèses politiques, qui sont et seront le fruit de nos débats voire de nos disputes et qui, dès lors qu'elles sont respectueuses et exigeantes, constitueront une richesse collective.

Notre rôle n'est pas d'affirmer – comme pour nous rassurer face à l'impopularité - une fierté de parti nous éloignant des Français, mais d'identifier les points de passage, de travailler aux compromis qui rendent le changement possible. Notre rôle n'est pas de répéter à l'envi notre programme comme un catéchisme mais, fidèles à l'esprit du changement, de permettre à ceux des nôtres qui sont en responsabilité de garder une longueur d'avance dans la com-

Manifeste de la Gauche Populaire

préhension de la société, de ses aspirations profondes et des implications des réformes que nous conduisons, pour faire évoluer nos projets.

Notre rôle est ensuite de produire la vision stratégique qui en découle et de bâtir les orientations qui nous permettent, dans une itération permanente, de renouveler notre doctrine tout au long du quinquennat pour rester en phase avec les aspirations de nos concitoyens et en prise sur une société dont les problématiques ne cessent de se renouveler.

La politique n'est pas une langue morte prisonnière d'un alphabet figé. Le combat de la Gauche populaire, c'est de travailler cette langue vivante en la confrontant au réel. C'est de redonner sens et vigueur à la République, qui ne s'épanouit jamais aussi bien que dans la justice sociale. Le combat de la gauche populaire, c'est de réfléchir à toutes les solutions sauf une : accepter la fatalité. Nous nous sommes engagés en politique pour débattre et agir pour la liberté, l'égalité, la fraternité. C'est le moment. Nous partageons les responsabilités du pouvoir. Ne pas réfléchir librement, ne pas inventer réellement, ne pas agir en conséquence, ce serait trahir.

Paris, le 16 février 2013

la Gauche **POPULAIRE**

Contacts :

www.elus-gauchepopulaire.fr

Mél : elus.gauchepopulaire@gmail.com

FB : [www.facebook.com/elus.gauche populaire](http://www.facebook.com/elus.gauche_populaire)

Twitter : [@elusgauchepop](https://twitter.com/elusgauchepop)

Nous, signataires du
manifeste de la Gauche
Populaire....

Les élus signataires du Manifeste de la Gauche Populaire

Laurent Baumel



Député socialiste d'Indre-et-Loire depuis juin 2012, maire de Ballan-Miré depuis 2008, Laurent Baumel a codirigé en novembre 2011, avec François Kalfon, l'essai collectif *Plaidoyer*

pour une gauche populaire (Le Bord de l'Eau). Dans ses ouvrages précédents (*L'Equation Gagnante*, Le Bord de l'Eau, 2011 avec François Kalfon, *L'Année Zéro de la Gauche*, Michalon, 2003, avec Laurent Bouvet), il analyse les défaites de la gauche en 2002 et 2007 comme les conséquences d'une erreur sociologique qui a conduit les dirigeants socialistes à sous-estimer la fragmentation des couches populaires entre exclus et « couches populaires intégrées ».

François Kalfon



Conseiller Régional d'Ile-de-France depuis 2010, président de la Commission des Transports, François Kalfon a codirigé, avec Laurent Baumel, deux ouvrages intitulés *Plaidoyer*

pour une gauche populaire et *L'Equation Gagnante*. Chroniqueur régulier de l'Huffingtonpost.fr et du Nouvelobs.com, il a plus récemment rédigé un ouvrage sur la jeunesse : *Qu'avons-nous fait de leurs 20 ans ? La génération Y désenchantée*. Il est aussi secrétaire national du Parti socialiste délégué aux études d'opinion.

Philippe Doucet



Philippe Doucet est député-maire d'Argenteuil (Val d'Oise, 105 000 hab). Après une carrière dans le secteur privé où il était cadre-dirigeant, il est élu à la tête de la 3ème ville

d'Ile-de-France en 2008 avec une liste de gauche réunie sous la bannière « Fiers d'être Argenteuillais ». Il fait de la réussite éducative la priorité de son mandat tourné vers l'avenir des jeunes. En février 2012, il signe dans *Le Monde* : « Refaire la France avec le peuple » ; tribune dans laquelle il développe des réponses propres à dépasser le mépris opposé trop souvent aux classes populaires dans notre pays. Il est élu député en 2012 et rejoint la commission des Lois.

Sylviane Alaux



Sylviane Alaux est née le 1^{er} juillet 1945 à Choisy-le-Roi. Membre du Parti Socialiste depuis janvier 1977, elle est élue conseillère régionale d'Aquitaine en 2004. Elle est réélue en 2010 et s'occupe notamment du secteur pêche, mer et aquaculture. Depuis juin 2012, elle est députée de la 6ème circonscription des Pyrénées-Atlantiques et siège à la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire

Christian Assaf



Christian Assaf est né à Nîmes en 1972. Il s'investit très tôt dans la vie associative et politique de sa ville. Après avoir eu la charge de l'organisation des primaires socialistes pour le département de l'Hérault, il est élu député de la 8ème circonscription en juin 2012. Il siège à la commission du Développement durable et de l'aménagement du territoire.

Avi Assouly



Avi Assouly est né à Alger en 1950. Après avoir été footballeur et journaliste sportif pendant vingt-cinq ans, il est élu conseiller régional de PACA en 2010 sur la liste de Michel Vauzelle. En juin 2012, il devient député des Bouches-du-Rhône suite à la nomination de Marie-Arlette Carlotti au ministère chargé des personnes handicapées.

Jean-Pierre Blazy



Jean-Pierre Blazy est né à Gonesse. Agrégé d'histoire et de géographie, il est élu conseiller municipal à Gonesse pour la première fois en 1983 et devient maire de la ville en 1995, réélu en 2001 et en 2008. Député de la 9^e circonscription du Val d'Oise entre 1997 et 2007, il est réélu en 2012 et devient membre de la commission des Lois. Il est l'auteur en 2006 du livre *Les socialistes et la sécurité*.

Isabelle Bruneau



Isabelle Bruneau est née en mars 1966. Fille et petite-fille d'instituteurs, elle enseignait les sciences économiques au lycée Balzac d'Issoudun. Devenue adjointe au maire d'Issoudun en 2008, elle a la charge des associations culturelles et du tourisme. Elle est élue députée de la 2ème circonscription de l'Indre en 2012, devenant ainsi la 1ère femme députée de ce département. Elle est membre de la commission des Affaires culturelles et de l'éducation.

François de Rugy



François de Rugy est né en 1973 à Nantes. Après son entrée à Sciences Po, il milite au sein de « Génération Ecologie » puis d'« Ecologie 44 » avant d'occuper le poste de Secrétaire général adjoint du groupe politique Radical Citoyen et Vert à l'Assemblée nationale en 1997. Entre 2001 et 2008, il est adjoint de Jean-Marc Ayrault, maire de

Nantes, chargé des transports et des déplacements. Il est aussi Vice-président de la communauté urbaine de Nantes chargé du plan de déplacements urbains. Il est élu député de la 1^{re} circonscription de Loire-Atlantique en 2007 et devient, à 32 ans, l'un des quatre députés écologistes de l'Assemblée. Il est réélu en 2012 et devient Coprésident du groupe Ecologiste tout en siégeant à la commission de la Défense nationale.

Jean-Louis Destans



Jean-Louis Destans est né en 1951 à Libourne. Diplômé de l'ESC de Paris, du Collège d'Europe et de l'ENA, il est intégré au Ministère des Affaires Etrangères et occupe les fonctions

de Consul général adjoint à Jérusalem, puis au Sénégal. Il devient ensuite collaborateur de Pierre Joxe, Laurent Fabius et Paul Quilès. En 1994, il est élu au Conseil général de l'Eure puis au Conseil régional de Haute-Normandie. Il devient maire de Pont-Audemer en 1995 et président de la Communauté de communes en 1996. Depuis 2001, il est Président du Conseil général de l'Eure. En juin 2012, il est élu député de la 2^e circonscription de l'Eure et devient secrétaire de la Commission des affaires étrangères.

Hervé Féron



Hervé Féron est né en 1956 en Haute-Saône. Educateur spécialisé et artiste, il s'engage dès 1983 pour sa ville, Tomblaine, et devient adjoint au maire en charge de

la culture. Il est ensuite élu maire en 2001 et siège à la communauté urbaine du Grand Nancy. En 2007, il est élu député de Meurthe-et-Moselle,

réélu en 2012 face à Valérie Rosso-Debord, et siège à la commission des Affaires culturelles et de l'éducation.

Serge Janquin



Serge Janquin est né en 1943 dans le Pas-de-Calais. Professeur d'économie dans le secondaire, il a été maire de Bruay-la-Buissière entre 1989 et 1999.

Il est aujourd'hui maire-délégué de Labuissière. Il a également été 1^{er} secrétaire de la fédération PS du Pas-de-Calais. Elu député de la 10^e circonscription du Pas-de-Calais depuis 1993, il siège à la commission des Affaires étrangères. Il est rapporteur de la commission permanente de la 128^e assemblée de l'Union interparlementaire.

Laurent Kalinowski



Laurent Kalinowski est né en 1955 à Stiring-Wendel. Retraité de l'enseignement, il est maire de Forbach (Moselle) et 1^{er} vice-président de la Communauté

d'Agglomération de Forbach-Porte-de-France chargé des finances. Elu député de la 6^e circonscription de Moselle le 17 juin 2012, il est membre de la commission des Affaires étrangères et de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, chargé d'une étude sur l'avenir de la filière hydrogène. Il est aussi secrétaire du Comité d'évaluation et de contrôle des Politiques Publiques.

François-Michel Lambert



François-Michel Lambert est né en 1966 à Cuba. Engagé chez les Verts puis EELV depuis plus de 20 ans, il milite pour une société écologiste pragmatique tournée vers le XXI^e siècle. Il est député EELV des Bouches du Rhône, Vice-président de la commission Développement durable et aménagement du territoire de l'Assemblée nationale, et conseiller municipal de Gardanne. Il est co-rapporteur d'une mission sur la biomasse qu'il rendra en février 2013 pour alimenter le débat sur la transition énergétique voulu par le Président de la République.

Christophe Léonard



Christophe Léonard est né en 1971 à Charleville-Mézières. Directeur général des services de collectivités territoriales, il est élu en 2008 conseiller général des Ardennes puis président du groupe socialiste et divers gauche au conseil général. Elu député de la 2^e circonscription des Ardennes en juin 2012, il siège à la commission de la Défense nationale et des forces armées et à la commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale. Il est membre de la commission d'enquête parlementaire sur la situation de la sidérurgie et de la métallurgie françaises et européennes et les conditions de leur sauvegarde et de leur développement.

Michel Lesage



Michel Lesage est né à Cherbourg en 1952. Titulaire d'un doctorat en sciences économiques, il est membre du Parti socialiste depuis 1977. Il est élu maire de Langueux en 1989 après avoir été pendant 20 ans conseiller municipal. En 2008, il devient Président de la Communauté d'Agglomération de Saint-Brieuc. Depuis 2012, il est député des Côtes-d'Armor et membre de la commission du Développement durable et de l'aménagement du territoire.

Jean-Philippe Mallé



Jean-Philippe Mallé est né à Bayonne en 1963. Après avoir obtenu une maîtrise d'histoire contemporaine, il a exercé les fonctions de collaborateur de cabinet et de directeur de cabinet de plusieurs collectivités territoriales, avant de devenir attaché territorial. Il devient 1^{er} adjoint au maire de Bois-d'Arcy, en charge des Finances et de l'Urbanisme en 2008 puis conseiller général des Yvelines en 2011. Devenu député de la 11^e circonscription des Yvelines, il démissionne de son mandat d'adjoint au maire. Il siège à la commission des Affaires étrangères.

François Patriat



François Patriat est né en 1943 à Semur-en-Auxois (Côte d'Or). Il est Sénateur de Côte d'Or depuis 2008, Président du Conseil régional de Bour-

gogne depuis 2004. Il a été ministre de l'Agriculture et secrétaire d'Etat aux PME, au commerce à l'artisanat et à la consommation au sein du gouvernement de Lionel Jospin.

Patrice Prat



Patrice Prat est né en 1965 à Bagnols-sur-Cèze. Il est maire de Laudun-L'Ardoise depuis 1995, élu conseiller général du Gard en 2004, il devient vice-président du conseil général en charge de l'Economie, de l'emploi et de l'insertion entre 2008 et 2011. Il est également président de la Communauté de communes de Rhône-Cèze-Languedoc (46 000 habitants) de 2008 à 2012. Elu député de la 3^e circonscription du Gard en juin 2012, il démissionne de ces mandats de conseiller général et de président de la Communauté de communes. Membre de la commission des Affaires économiques, il s'intéresse plus particulièrement aux sujets des politiques industrielles et de la viticulture.

Suzanne Tallard



Suzanne Tallard est née en 1943 à La Rochelle. Institutrice retraitée, elle est adjointe au maire d'Aytré à partir de 1989 puis maire en 2008 et devient vice-présidente de l'Agglomération de La Rochelle. Elue députée en juin 2012 sur la 2^e circonscription de la Charente-Maritime, elle démissionne de ses mandats exécutifs locaux. Elle siège à la commission du Développement durable et de l'aménagement du territoire.

Stéphane Travert



Stéphane Travert est né en 1969 dans la Manche. Cadre commercial, il est élu conseiller régional de Basse-Normandie en 2010 puis député de la 3^e circonscription de la Manche en 2012. A l'Assemblée nationale, il est membre de la commission des Affaires culturelles et de l'éducation. Il était aussi premier secrétaire fédéral de la Manche au Parti socialiste.

Fabrice Verdier



Fabrice Verdier est né en 1968 à Bagnols-sur-Cèze. Il est élu maire de Fons-sur-Lussan en 2001. Il devient en 2004 président de la Communauté de communes du Grand Lussan et conseiller régional en charge du logement social. Elu député de la 4^e circonscription du Gard en 2012, il est membre de la commission des Affaires économiques.

Jean-Michel Villaumé



Jean-Michel Villaumé est né en 1946 à Bavilliers. Ce retraité de l'enseignement est élu 1^{er} adjoint au maire d'Héricourt en 1983 puis conseiller général. En 2000, il est élu Président de la Communauté de communes du pays d'Héricourt qu'il contribue à créer. Il devient maire d'Héricourt en 2004. Depuis 2007, il est député de la 2^e circonscription de Haute-Saône et siège à la commission de la Défense nationale et des forces armées.

Manifeste de *la Gauche* **POPULAIRE**

La politique n'est pas une langue morte prisonnière d'un alphabet figé. Le combat de la Gauche populaire, c'est de travailler cette langue vivante en la confrontant au réel. C'est de redonner sens et vigueur à la République, qui ne s'épanouit jamais aussi bien que dans la justice sociale. Le combat de la Gauche populaire, c'est de réfléchir à toutes les solutions sauf une : accepter la fatalité. Nous nous sommes engagés en politique pour débattre et agir pour la liberté, l'égalité, la fraternité. C'est le moment. Nous partageons les responsabilités du pouvoir. Ne pas réfléchir librement, ne pas inventer réellement, ne pas agir en conséquence, ce serait trahir.